

## *Démocratie : moindre bien ou monde parfait ?*

John Pitseys

**L'**idéal démocratique, si particulier – autant de définitions que de démocrates ? –, est inatteignable. Mais il n'y a pas de démocratie... sans idéal démocratique. Se joue donc une dialectique subtile que nous aurions tort de laisser en friche. Le sens de la vie en société se situe dans les échanges – éminemment politiques – entre ces deux pôles.

Chronos dévorant ses enfants n'aurait pas été plus vorace : la démocratie entretient une relation cannibale avec l'idéal utopique.

La démocratie est une utopie qui se nourrit d'utopies. Elle désigne l'idée, à la fois évidente et improbable, qu'il est possible et souhaitable que les membres de la communauté politique puissent se gouverner eux-mêmes. Et que le gouvernement du peuple par le peuple peut mieux promouvoir le bien commun que le gouvernement du peuple par son avant-garde, par ceux qui savent ou par les plus compétents.

Il suffit d'entendre les critiques adressées à la démocratie pour appréhender sa portée utopique. Quel que soit le contexte ou l'époque, on ne considère jamais vivre dans une « vraie » démocratie : les représentants ne représenteraient pas vraiment les représentés, le bien commun semble insaisissable, le peuple reste introuvable, et la crudité de l'exercice du pouvoir déjoue tous les jours l'idéal de fraternité sur lequel repose le rêve démocratique rousseauiste. Ce que nous nommons démocratie renvoie à un régime si parfait qu'il n'a jamais existé, n'existera jamais, et restera toujours en dehors de l'histoire. L'évocation des démocraties primitives, de la démocratie grecque, ou de la Commune de Paris renvoie en réalité à des ébauches historiques imparfaites, dont l'image embellie nous est parvenue à travers la phraséologie révolutionnaire – qu'il s'agisse, par exemple, de se comparer aux Gracques ou aux tribuns de la plèbe –, la littérature classique ou des récits de voyage croyant retrouver la figure du « bon sauvage » dans telle ou telle communauté amérindienne.

### **Un idéal à la fois séduisant et exorbitant**

L'idéal démocratique est à la fois séduisant et exorbitant. Il ne pourrait être atteint que dans un monde où chacun se comporterait comme un démocrate, et où chacun serait d'accord sur ce que signifie la démocratie. La démocratie cesse donc forcément d'être « réelle », « authentique » ou « radicale » dès lors que ceux qui l'accusent de n'être qu'un simulacre ne croient pas en son principe, ou dès lors que ses défenseurs divergent sur ce qu'est une démocratie authentique. Or, contrairement à ce que son nom indique, la

démocratie ne désigne pas le pouvoir du peuple par le peuple, mais le gouvernement de tous par tous. La démocratie est un régime fondé sur la reconnaissance du principe d'égalité politique. Les citoyens sont égaux parce qu'ils sont tous également libres. Étant tous également libres, ils sont tous singuliers. En ce sens, c'est précisément parce que l'utopie démocratique repose sur l'idée que nous ne pensons qu'approximativement la même chose qu'elle se nourrit, se digère et finit par se broyer dans le même mouvement. Défendu avec acharnement, l'idéal de liberté doit permettre à chacun d'exprimer à quel point la conception de la liberté défendue par les autres apparaît stupide. Promu avec cohérence, l'idéal d'égalité empêche que quiconque impose sans consentement sa propre vision de ce que serait une démocratie authentique. Invoquée afin de surmonter les deux paradoxes précités, la fraternité entre les hommes prend toujours place au sein d'une communauté donnée, et en mettant aux prises des consciences et des préférences irréductiblement distinctes. La démocratie récuse le mythe de l'homme ou du principe providentiel, mais la démocratie parfaite ne serait possible que dans le cadre d'une humanité providentielle ou d'une vérité partagée par tous.

## Politique et besoin d'idéaux

Or, ce qui vaut pour l'utopie démocratique vaut également pour les utopies sociales ou économiques que celle-ci charrie.

Comme le souligne John Stuart Mill, l'exercice de la citoyenneté ne consiste pas seulement à discuter pour le plaisir, pour vivre une expérience collective, ou pour trouver une réalisation personnelle dans le dialogue. On ne participe pas pour participer, mais pour délibérer de ce que nous estimons moral ou immoral, juste ou injuste, faisable ou infaisable. De la même manière que – pour reprendre les mots d'Edmund Husserl – toute conscience est conscience de quelque chose, on ne délibère jamais sur rien. La démocratie n'est pas seulement un modèle de justification politique, mais un ensemble de pratiques sociales mettant aux prises des idées, des préférences et des intérêts.

C'est la raison pour laquelle la démocratie a besoin d'utopies. Ce n'est pas le conflit qui fragilise la démocratie, mais le soupçon que la discussion démocratique est sans importance. Que la conversation n'aboutisse pas à un consensus est acceptable. Que la conversation n'ait pas d'enjeu rendrait le débat démocratique ni plus ni moins absurde qu'une procédure décisionnelle par tirage au sort ou que l'acceptation de la loi du plus fort. Pourquoi discuter si ce n'est pour désirer un monde meilleur ? Et à quoi bon imaginer un monde meilleur si le champ des possibles est déjà défini ? Chaque citoyen a sa vision d'un monde idéal. Que celui-ci puisse être à la fois concevable et impossible de prime abord est important, car soumettre l'émission d'une idée à son caractère réaliste reviendrait à laisser dépendre son existence du bon vouloir des autres – ou du moins de ceux dont l'assentiment pour changer le système politique existant est nécessaire. Dire que la réduction du temps de travail à trois journées par semaine ne vaut pas la peine d'être discutée parce qu'elle va contre le cours de l'économie, c'est donner aux institutions qu'on veut changer un droit de veto sur l'imagination. Or le pire sort qu'on puisse infliger à une idée n'est pas de la rendre impossible mais de faire croire, en la rendant impossible, qu'elle est inconcevable. Le contraire du possible n'est pas l'impossible mais ce qui ne peut pas, ou plus, être imaginé.

À ce titre, l'utopie ne représente pas seulement un exercice utile pour l'imagination. Elle permet de remettre en perspective, et éventuellement de contester, les institutions qui

la rendent *a priori* impossible. Aussi sophistiquées et fonctionnelles qu'elles soient, les institutions politiques qui nous semblent aujourd'hui naturelles ou indépassables furent un jour elles-mêmes dérivées d'utopies : c'est donc parce qu'on suspend un instant la réflexion sur les effets pervers, sur les conditions de négociation, sur l'acceptabilité publique ou sur les moyens de financement d'une mesure qu'elle en vient paradoxalement à vivre dans l'espace public, voire à transformer les circonstances qui la rendent impossibles au moment où elle est énoncée. Enfin, et surtout, l'utopie représente une dimension importante de notre liberté politique. Formuler une utopie, c'est se donner la capacité de penser sans l'assentiment des autres.

## Des rapports paradoxaux

À l'instar de l'utopie démocratique elle-même, la démocratie entretient pourtant une relation ambivalente aux utopies sociales. L'utopie vise à imaginer un monde tellement idéal qu'il ne serait imaginable que si on admettait un moment qu'il était impossible. Or la pureté même de cet idéal empêche qu'il soit partagé par tous. Peut-être pouvons-nous nous entendre sur quelques valeurs universelles comme la bonté, l'intelligence, la justice ou la générosité. Mais nous ne serons jamais d'accord sur celle qui est la plus importante. Nous ne serons jamais d'accord sur la meilleure manière de les traduire politiquement. Nous ne serons jamais d'accord sur la manière de les appliquer. Enfin, nous ne serons sans doute jamais d'accord sur la manière d'en discuter. Si les utopies visent à décrire un monde non présent, ce n'est pas parce qu'elles sont destinées à rester impossibles. Mais parce qu'elles ne peuvent être conçues que par un cerveau solitaire ou dans un monde parallèle. En d'autres termes : en dehors de la politique.

La politique a besoin d'idéaux pour enfanter un nouveau monde. Toutefois, la réalisation parfaite et absolue d'une utopie semble entrer en contradiction frontale avec l'idéal démocratique. La démocratie promet l'égalité de tous, tout en limitant d'emblée l'espérance associée à cette liberté.

Cette relation ambivalente entre démocratie et utopie mène à deux points de réflexion. Tout d'abord, elle permet de prendre la mesure de la séduction exercée par les idéologies non démocratiques, qu'il s'agisse du nationalisme, du messianisme d'extrême gauche, du néolibéralisme ou du radicalisme religieux. Ces idéologies promettent en effet quelque chose que la démocratie est incapable d'assurer : la réalisation d'une utopie, par ailleurs pleinement assumée comme telle. Aucun de ces mouvements idéologiques ne désire créer un monde de haine, de rejet et de violence ou d'injustice, au contraire. C'est parce qu'ils désirent – au choix – une communauté harmonieuse débarrassée de ses ennemis, l'achèvement d'un monde juste, un univers où les énergies seraient à la fois libérées et correctement orientées, ou une société régie par une morale authentique que ces mouvements considèrent que la démocratie est un régime hypocrite au mieux, intrinsèquement corrupteur au pire. En plus d'un sens, c'est tout à fait correct.

Deuxièmement, les utopies précitées nourrissent paradoxalement l'espace démocratique. De manière générale, les utopies sont dangereuses quand elles oublient de quelle pâte elles devraient être faites : celle de l'imagination. Elles se présentent alors comme des systèmes autoréférentiels et infalsifiables. Toutefois, ces utopies n'en contribuent pas moins, à leur corps défendant peut-être, à ce que les mots comptent en politique. Avant de dessiner un monde fantaisiste ou un programme politique, les utopies permettent d'imaginer de nouveaux arguments et d'éprouver ceux qui prévalent au sein de l'espace

public. Interdire l'expression de certaines idéologies au prétexte qu'elles sont contraires à ce que devrait être une pensée humaine – et qu'elles seraient par exemple intrinsèquement haineuses, innommables ou inacceptables – revient à ne pas assumer leur portée utopique, la séduction qu'elles exercent à ce titre, la nécessité de les traduire en arguments et l'utilité d'organiser leur réfutation au sein d'un espace public pluraliste.

## Chimères et dangers du gouvernement raisonnable

Un démocrate cohérent et exigeant vis-à-vis de la délibération publique devrait donc considérer que les utopies non démocratiques précitées doivent à la fois être protégées et combattues. Loin d'être contradictoire, cette double injonction permet de prendre la mesure des dangers que suscitent divers régimes institutionnels censés contrecarrer les utopies non démocratiques.

Le premier de ces régimes est le gouvernement par le risque : dans cette optique, toute politique peut être récusée si elle présente des effets pervers et toute politique peut être adoptée si elle permet de réduire ces effets pervers. Prétendant par définition affecter les systèmes sociaux existants, les utopies devraient être forcément récusées au nom des risques qu'elles peuvent ou pourraient susciter.

Le deuxième est le gouvernement par la connaissance : dans cette perspective, un processus de décision s'évalue en fonction du degré de connaissance et d'expertise de ses auteurs. Compte tenu du fait que les utopies consistent à imaginer des choses qui ne sont ni sûres ni certaines, l'expertise est un élément utile mais ni nécessaire ni suffisant pour formuler un projet utopique. Ainsi qu'évoqué plus haut, la puissance de l'utopie réside dans le fait qu'elle peut être formulée, ressentie ou imaginée par chacun de nous, sans label de compétence ou permission de penser correctement.

Le troisième régime est le gouvernement par le réalisme : selon cette conception, une politique souhaitable est une politique possible, et une politique n'est possible que si elle peut être mise en place dans les institutions existantes. C'est précisément parce que cette affirmation crée des sociétés irrespirables que revues, colloques, journaux et citoyens se sont jetés sur le 500<sup>e</sup> anniversaire de la parution de *L'Utopie* pour tenter de redonner de l'air au débat politique. « Sous peine de se pétrifier, il faut au monde un délire neuf », écrivait Cioran<sup>1</sup> : la définition de ce qui est possible – ou ce que certains responsables politiques appellent incorrectement « l'éthique de responsabilité » – ne suffit pas à définir ce qui est souhaitable.

Le quatrième régime est le paternalisme démocratique : selon cette approche, une décision démocratique est acceptable si elle contribue à promouvoir des valeurs morales ou de justice jugées souhaitables *a priori*. Apparemment en phase avec l'aspiration utopique – qu'il s'agisse d'en appeler aux « valeurs fondamentales » de l'Europe ou à la « nature socialiste » de tel ou tel régime –, ce type de régime ne méconnaît pas seulement la fonction discursive et imaginante que la concurrence des utopies peut et doit jouer dans un régime démocratique : il ne comprend en outre pas que les utopies se fichent des permissions et des autorisations de penser, et s'en nourrissent même.

---

<sup>1</sup> Emil Cioran, *Histoire de l'utopie*, Paris, Gallimard, 1960, p. 20.

Ces quatre logiques doivent en théorie promouvoir un gouvernement démocratique et raisonnable. Elles alimentent en réalité le feu qu'elles veulent éteindre. Elles entrent par ailleurs en contradiction avec l'idéal de rationalité qu'elles prétendent défendre : le jugement politique est d'abord un acte d'imagination, consistant à rendre présent un réel qui ne l'est pas encore.

Aussi paradoxale soit la relation entre démocratie et utopie, la volonté de supprimer la seconde finit toujours par affaiblir la première. Privé de son repas, le cannibale finit toujours affamé. Il en meurt parfois, et ça le rend toujours violent.

Cet article a été publié dans : *Politique, revue de débats*, n° 96, septembre-octobre 2016, pages 41-44.

Pour citer cet article dans son édition électronique : John PITSEYS, « Démocratie : moindre bien ou monde parfait ? », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 1<sup>er</sup> septembre 2016, [www.crisp.be](http://www.crisp.be).